

([^])

(N° 216.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1850 — 1851.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 9.

M. VAN ISEGHEM, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 5677. | Par pétition datée de Bruxelles, le 11 mars 1851,
Le sieur Blyckaerts réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le payement des intérêts et des arrérages d'une rente à charge de la ville de Nivelles. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances. |
| 2. | 5685. | Par pétition datée d'Hoorebeke-S ^{te} -Marie, le 10 mars 1851,
Le sieur Wester, chef de service des accises à Hoorebeke-S ^{te} -Marie, demande qu'une somme soit mise à sa disposition, soit à titre d'encouragement, soit à titre de prêt, pour continuer un travail qu'il désire faire imprimer et qui a pour objet de faciliter l'application des impôts. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances. |
| 3. | 5697. | Par pétition sans date,
Le sieur Henry, ancien employé au chemin de fer de Mons à Manage, qui a perdu une jambe dans l'exercice de ses fonctions, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir un secours de la société concessionnaire. — Concl. — Ordre du jour. |
| 4. | 5717. | Par pétition datée de Bruxelles, le 28 mars 1851,
Le sieur Mattelyn, qui a perdu un bras dans l'exercice de ses fonctions d'employé aux travaux de fortification de Nieuport, prie la Chambre de lui accorder une pension ou un secours. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre. |

5. 5721. Par pétition datée de Verviers, le 29 mars 1851,
Le sieur Clermont soumet à la Chambre un projet d'association destiné à assurer à l'État des avantages financiers combinés avec la réalisation d'urgentes réformes et d'utiles institutions, et prie la Chambre de ne pas décréter d'emprunt ni de nouvel impôt, mais d'autoriser le Gouvernement à créer annuellement pour quelques millions de bons de l'État, ayant cours forcé, afin de faire face au déficit et de couvrir la dépense de travaux publics à exécuter. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
- M. H. DE BAILLET, 2^{me} rapporteur.
6. 5725. Par pétition datée de Bruxelles, le 1^{er} avril 1851,
Plusieurs habitants de Bruxelles demandent la révision de la loi sur la garde civique, et prient la Chambre de diviser cette garde en deux bans. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
7. 5743. Par pétition datée du 28 mars 1851,
Quelques habitants du canton de Fléron demandent qu'il soit pris des mesures pour que le juge de paix de ce canton et son greffier, qui demeurent à Liège, résident au chef-lieu du canton. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
8. 5749. Par pétition datée de Hensies, le 23 avril 1851,
Le sieur Dubois, cabaretier à Hensies, demande une récompense honorifique ou pécuniaire, motivée sur les services qu'il a rendus aux personnes atteintes du choléra. — Concl. — Ordre du jour.
9. 5750. Par pétition datée de Gand, le 13 avril 1851,
Le sieur Lanckman, jardinier-fleuriste à Gand, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une indemnité ou un secours à raison des pertes éprouvées par son père du chef d'un engagement contracté avec le Gouvernement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
10. 5751. Par pétition datée de Fauvillers, le 7 avril 1851,
Le conseil communal de Fauvillers demande que le camp de manœuvres soit alternativement établi dans le Luxembourg et à Beverloo. — Concl. — Ordre du jour.
11. 5765. Par pétition datée de Geystingen, le 23 avril 1851,
Les habitants de Geystingen demandent que ce ha-

meau forme une commune distincte et séparée de celle d'Ophoven, dont il dépend. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

12. 5469. Par pétition datée d'Engreux, le 4 avril 1851,
Le sieur Gérard demande que le Gouvernement ordonne une enquête sur les faits qu'il a signalés dans sa pétition, tendant à faire annuler la résolution du conseil communal de Mabompré, en vertu de laquelle il a été suspendu de ses fonctions d'instituteur communal. — Concl. — Ordre du jour.
13. 5775. Par pétition datée de St-Josse-ten-Noode, le 6 mai 1851,
Le sieur Moreau demande une loi qui rende saisissable partiellement la pension des officiers retraités, alors que cette pension dépasse un certain chiffre. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
14. 5783. Par pétition datée de Dinant, le 1^{er} mai 1851,
Plusieurs propriétaires demandent une loi qui facilite l'expulsion des locataires de maison ou partie de maison d'un loyer inférieur à 15 francs par mois. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
15. 5784. Par pétition sans date,
Les membres du conseil communal d'Esschen réclament l'intervention de la Chambre pour que cette commune obtienne le paiement des moyens de transport des vivres qu'elle a été obligée de fournir à l'armée hollandaise, en 1830, et une indemnité pour les pertes qu'elle a essuyées à la même époque. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
16. 5792. Par pétition datée d'Arlon, le 8 mai 1851,
Les sieurs Saney et Mersch, brasseurs à Arlon, prient la Chambre d'examiner la question de savoir si, dans l'intérêt du trésor et pour établir entre les fabricants l'égalité proportionnelle de l'impôt, il n'y aurait pas avantage à substituer au droit actuel sur la contenance des cuves matières, un droit sur le poids des matières premières employées. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
17. 5799. Par pétition datée de Nivelles, le 12 avril 1851,
Le président et le secrétaire de la Société agricole et horticole de Nivelles demandent une loi garantissant aux locataires sortants le remboursement des avances faites en fumures et amendements. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

13.

5800.

Par pétition sans date,

Les administrateurs et directeurs gérants de compagnies charbonnières qui convertissent leurs charbons en coke, demandent une loi déterminant le droit sur la fabrication du coke. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

